#### V. De 1914 à 1945

#### A) La première guerre mondiale (1914-1918)

À l'été de 1914, tous les éléments étaient en place pour projeter les grandes puissances européennes dans la guerre : il ne manquait que le détonateur pour mettre le feu aux poudres..

Cela se passa le 28 juin 1914, avec l'assassinat à Sarajevo, en Bosnie, de l'héritier du trône autrichien, l'archiduc François-Ferdinand et son épouse, par Garvrilo Princip et ses complices, membres de l'organisation la "Main noire".



Autriche, 2014, n° F2976

100º anniversaire de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et de son épouse à Sarajevo le 28 juin 1914

L'Autriche-Hongrie déclara la guerre à la Serbie, et le jeu des alliances conclues antérieurement joua à fond :

- d'un côté, l'Entente (la Serbie, la Russie, la France, la Grande-Bretagne, et, à partir de 1915, l'Italie).
- de l'autre côté l'Axe (l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, la Bulgarie, la Turquie et la Roumanie).

Alors que, de part et d'autre, l'on prévoyait une guerre de très courte durée, elle allait durer plus de quatre ans et faire sept millions de victimes.









S, 2014, n°s 549/553 L'armée serbe pendant la première guerre mondiale

Les points majeurs du déroulement de la guerre dans les Balkans sont les suivants :

- Les armées serbes obtinrent d'abord quelques succès, mais lorsque la Bulgarie entra également en guerre en 1915, elles durent se replier. Début 1916, attaqués par l'Autriche-Hongrie au nord et par la Bulgarie à l'est, les rescapés de l'armée serbe, qui refusa de capituler, durent fuir dans des conditions épouvantables, en plein hiver, vers les ports de l'Albanie. De là, des bateaux français acheminèrent en janvier 1916 les survivants vers l'île de Corfou, où la France, en dépit des protestations d'Athènes, installa les institutions et le gouvernement serbes, le restant de l'armée, et la partie de la population civile serbe qui avait pris le chemin de l'exode. Le gouvernement serbe y resta jusqu'en octobre 1918.

Cette retraite fut effroyable : sur un total de 250 000 presonnes, seuls quelques milliers parvinrent à atteindre Corfou. Inutile de dire que les Albanais, qu'ils avaient fortement maltraités en 1915, firent payer cher aux Serbes, lors de la retraite de ceux-ci, leurs exactions de l'année précédente.



S, 1915, n° 127 Le roi Petar le Karađorđević sur le champ de bataille en 1915



S, 2015, n° 612 La défense de Belgrade en 1915

Les Serbes, installés par les Français à Corfou, y employaient de 1916 à 1918 des timbres de France (types Blanc, Semeuse et Merson), et quelques rares fois des timbres grecs. Leur correspondance était systématiquement oblitérée avec le cachet "Postes Serbes". Malheureusement, à la fin de la guerre, ce cachet fut très régulièrement employé sur simple demande, à des fins purement philatéliques.





1916-1918 : exemples de timbres français oblitérés "Postes Serbes" (fac-similés)

L'on essaya de reconstituer une armée serbe à Corfou, et à partir de 1917, elle fut engagée aux côtés des Français sur le front de Salonique.





1998, n°s 2732/2733 L'armée serbe sur le front de Salonique en 1918

- L'armée monténégrine se rangea aux côtés des Serbes, et elle obtint début 1916 une belle victoire contre l'Autriche à Mojkovac, au Monténégro. Mais peu après, en 1916, le roi du Monténégro Nicolas I<sup>er</sup> dut capituler, et il fut exilé en France, près de Bordeaux, où il constitua un gouvernement en exil.





1996, n° 2608

Mo, 2016, n° 382

La vcitoire monténégrine à la bataille de Mojkovac, les 6 et 7 janvier 1916

Bien que le courrier officiel bénéficiât de la franchise postale, en juin 1916 ce gouvernement en exil se mit à utiliser, sans autorisation de l'administration française, divers timbres français (Semeuse et Merson) surchargés "S.P. du M. – Bordeaux" (= Service postal du Monténégro - Bordeaux). Pour éviter tout problème avec le gouvernement français, on parla alors d'essais. Seuls quelques plis officiels - très rares - ont circulé du 6 au 24 Juin 1916.





1916 : exemples des "timbres" d'exil du Monténégro (fac-similés)

- Les Slovènes, les Bosniaques et les Croates étaient obligés de se battre dans les armées del'Autriche-Hongrie. Malgré leur aversion pour la Hongrie, les Croates se battirent avec acharnement contre les Serbes, qu'ils détestaient et dont ils craignaient l'expansionnisme, et contre les Italiens, à qui l'on avait promis l'Istrie et la Dalmatie en 1915, comme prix pour la participation italienne à la guerre.

# B) L'État des Serbes, Croates et Slovènes (1918-1929)

L'automne de 1918 vit l'effondrement des forces de l'Axe et la dislocation de l'Empire austro-hongrois. La Hongrie proclama son indépendance le 24 octobre 1918, la Tchécoslovaquie le 28 octobre et la Croatie le 29 octobre.









29 novembre 1918, n°s 31/34 Indépendance de la Croatie

Dans les Balkans, il y avait deux attitudes contradictoires :

- La Croatie, soutenue par les délégués de la Bosnie, de la Slovénie, de l'Istrie et de la Dalmatie, voulaient une union des Slaves du Sud dans un État fédéral, sur le principe de l'égalité, chaque nation y conservant une grande autonomie.
- La Serbie, soutenue par le Monténégro, continuait à aspirer à la "Grande Serbie", une union où elle aurait un pouvoir dominant et majoritaire.

Une première recherche d'un compromis se déroula déjà en juillet 1917 : l'on tomba d'accord sur la création, après la guerre, d'un État commun, composé de la Serbie et des nations séparées de l'Empire austro-hongrois. Cet État s'appelerait le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, avec la dynastie des Karadordević comme souverains. Mais le flou autour de la future organisation de cet État allait causer des problèmes, qui allaient perdurer jusqu'au 21e siècle.

Les événements se succédèrent à grande vitesse à partir d'octobre 1918 :

- La création à Zagreb, sous l'impulsion de la Croatie, d'un Conseil national auquel adhérèrent la Bosnie, la Slovénie et la Vojvodine.
- Les soldats croates et slovènes désertaient en masse l'armée autrichienne. Le général slovène Rudolf Maister s'empara de Maribor et d'une grande partie de la Slovénie, qu'il conserva jusqu'au traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919.







Sl. 2018. n° 1122

- Le 3 novembre 1918, l'Autriche signait l'armistice.
- Une conférence eut lieu à Genève, du 6 au 9 novembre 1918, pour essayer d'aplanir les difficultés entre les Serbes et les Croates. Mais rien n'y fut résolu.
- La Vojvodine votait le 25 novembre son union avec la Serbie.
- Le 13 novembre, le Monténégro votait à son tour son union avec la Serbie, après avoir destitué le roi Nicolas Petrović. Cette union devint effective le 26 novembre.
- Mais tout se joua finalement le 1<sup>er</sup> décembre 1918 : sous prétexte de la menace italienne toujours présente, les Serbes, avec à leur tête le roi Alexandre Karadordević, obligèrent les délégués du Conseil national à signer l'acte de naissance du royaume des Serbes, Croates et Slovènes. C'était un véritable suicide pour les Croates, car la Serbie devint le pivot dominant du nouveau royaume, sur le plan politique, administratif, militaire, culturel, religieux, économique et social. Le rêve de la "Grande Serbie" semblait se réaliser.



70° anniversaire de la naissance de l'État des Serbes, Croates et Slovènes

Le souverain du nouvel État était officiellement encore le vieux roi de Serbie Petar le Karadordević, mais celui-ci avait depuis longtemps tranféré toutes les prérogatives royales à son fils Alexandre. Celui-ci, plus Serbe que "Yougoslave", fit jusqu'à son assassinat en 1934 tout pour favoriser les Serbes au détriment de toutes les autres ethnies, en premier lieu des Croates.



1919, n° 83



1920, n° 125







1921, n°s 140/142 Le roi Petar le Karađorđević

La Serbie avait déjà bien démontré en 1918 que le véritable roi n'était pas Petar le Karadordević, mais son fils Alexandre, officiellement "prince-régent de Serbie", en les associant dans une longue série de timbres-poste à partir de 1918.



S, 1918, n° 140 Le roi Petar l<sup>er</sup> Karađorđević et son fils, le "prince-régent" Alexandre











1921, n° 134

1923, n° 154

1924, n° 161

1924, n° 166

1926, n° 178







1935, n° 293



S, 2009, Bienf. n° 13A



1921, Taxe n° 56



1938, n° 325



*S, 2013, n° 530* 

Le roi Alexandre le Karađorđević



Carte maximum de 2013 avec le timbre de Serbie n° 530 Le roi Alexandre le Karadordević

L'évolution politique se reflète dans la philatélie :

- La Serbie continua à employer ses propres timbres, dont la validité dura jusqu'au 14 avril 1921.
- Le Monténégro employa ses timbres jusqu'au 13 novembre 1918, la date où fut votée l'union avec la Serbie, dont elle employa ensuite les timbres.
- En Bosnie-Herzégovine, les timbres furent surchargés "Država S.H.S. Bosna i Hercegovina" (= État des Serbes, Croates et Slovènes Bosnie-Herzégovine) à partir du 11 novembre 1918. Après le 1<sup>er</sup> décembre 1918, date de la naissance officielle du royaume, la surcharge "Država" fut remplacée par "Kraljevstvo" (= Royaume).
- En Croatie, ce sont les timbres hongrois qui furent surchargés à partir du 29 novembre "HRVATSKA - SHS" (= Croatie - État des Serbes, Croates et Slovènes). En 1919, des timbres d'usage courant furent émis avec cette mention.
- La Slovénie imprima dès le 3 janvier 1919 ses propres timbres, avec des scènes allégoriques ou avec l'effigie de Petar l<sup>er</sup> Karadordević, qui était devenu le roi de l'État des Serbes, Croates et Slovènes.
- Ce n'est qu'à partir du 16 janvier 1921 que des timbres, à l'effigie du roi Petar le Karađorđević ou de son fils Alexandre, furent émis pour l'ensemble du territoire.





Timbres de Bosnie surchargés d'abord "Država S.H.S. - Bosna i Hercegovina", ensuite "Kraljevstvo S.H.S. - Bosna i Hercegovina"







Timbres de Hongrie surchargés "Hrvatska SHS"









Timbres pour la Croatie avec la mention "Hrvatska SHS"









Timbres pour la Slovénie avec des figures allégoriques

Dès le début, les problèmes des frontières se posaient, surtout avec l'Italie, à qui l'on avait promis en 1915 la Dalmatie en récompense de sa participation à la guerre aux côtés de l'Entente. Se basant là-dessus, les Italiens demandaient, avec raison :

- La Vénétie julienne et le Trentin Haut Adige dans le nord.
- L'Istrie et la région côtière de la Dalmatie, avec e.a. Fiume.

À Paris, l'Italie reçut bien ses territoires nordiques, mais le président Wilson s'opposa à toute concession en Dalmatie : il exigea et obtint que toute la Dalmatie aille à la Yougoslavie, qui venait de naître. La seule concession que le premier ministre italien Orlando parvint à arracher était un statut spécial pour la ville de Fiume, qui devint une ville autonome sous contrôle de la Société des Nations. L'histoire rocambolesque de cette ville, avec Gabriele d'Annunzio, est développée dans une monographie séparée.

Le traité de Saint-Germain-en-Laye, signé le 10 septembre 1919, reconnaissait l'existence du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, mais l'Istrie, toujours occupée militairement par l'Italie, restait un problème. C'est finalement avec le traité de Rapallo, signé entre les deux pays le 12 novembre 1920, que les frontières furent définitivement acceptées :

- L'Italie recevait l'Istrie, avec Trieste, ainsi que la ville de Zadar, sur la côte dalmate.
- Le reste de la Dalmatie allait à la Yougoslavie.

Une deuxième problème concernait la Carinthie, revendiquée aussi bien par l'Autriche que par la Yougoslavie. Finalement, sous pression internationale, il fut convenu qu'un plébiscite devrait décider du sort de la Carinthie.

Pour l'organisation de ce plébiscite, la Carinthie fut divisée en deux parties : la zone méridionale A où l'on supposait une majorité slovène, et la zone septentrionale B, avec Klagenfurt, où la majorité était germanophone. En attendant ce plébiscite, l'administration de la zone A irait à la Yougoslavie, celle de la zone B à l'Autriche. Il fut cependant stipulé que le plébiscite se tiendrait d'abord dans la zone A, et qu'en cas de victoire autrichienne, la zone B irait automatiquement à l'Autriche.

Malgré une mauvaise foi évidente, surtout de la part des Yougoslaves, le plébiscite put être tenu, comme convenu seulement dans la zone A, le 10 octobre 1920. Ce fut un succès autrichien : 22 025 voix pour l'Autriche contre 15 278 pour la Yougoslavie.

Vainqueur en zone A, l'Autriche recevait donc automatiquement aussi la zone B. C'était son premier succès après deux années d'échecs, de brimades et d'humiliations.

En attendant ce résultat, des timbres furent émis dans les deux zones. En zone A, six timbres pour journaux de Slovénie furent surchargés en septembre et octobre 1920 avec la surcharge "K.G.C.A." (*Koruska Glasovilna Cona A* = Carinthie Commission Gouvernementale zone A).













1920, la série yougoslave du plébiscite carinthien

Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes avait donc obtenu sa reconnaissance internationale et reçu la majeure partie de la Dalmatie, sauf l'Istrie, mais elle était perdante en Carinthie. Il restait encore une troisième menace : la Hongrie, qui digérait mal la perte de ses territoires du sud. C'est pour se défendre contre la Hongrie que la Roumanie, la Tchécoslovaquie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes concluèrent en 1920 une alliance militaire, appelée la Petite Entente.





1937, n°s 310/311 Commémoration de la Petite Entente. Le mausolée royal d'Oplenac

Ce sont cependant les problèmes intérieurs qui allaient jouer un rôle majeur dans l'histoire future de la Yougoslavie.

Le roi avait fait voter le 28 juin 1921 la "Constitution de Vidovan", qui avantageait la population d'origine serbe, à tel point que tous les députés croates et slovènes votèrent contre : la constitution ne fut votée qu'à une très faible majorité, par 223 voix sur 419.

Les conséquences se firent surtout sentir en Croatie, où les paysans furent écrasés sous de très lourds impôts, et soumis à une véritable terreur policière. Les autres victimes de la domination serbe étaient l'Église catholique (surtout en Croatie et en Slovénie), les musulmans (en Bosnie et en Macédoine) et les Albanais (au Kosovo et en Macédoine).

Dès 1919, une révolte éclata au Kosovo, réprimée dans le sang par l'armée serbe. En Macédoine, l'organisation secrète V.M.R.O. continuait elle aussi sa lutte contre la "serbisation" de la région.

Face à la tyrannie et à l'oppression, la résistance s'organisa de deux façons :

- la résistance révolutionnaire du parti communiste.
- la résistance parlementaire, par le parti paysan en Croatie.

C'est en avril 1919 que fut créé le parti communiste serbe, par la fusion de plusieurs groupuscules de gauche. Dès 1920, le roi interdisait le parti communiste, qui dut entrer dans la clandestinité jusqu'en 1941. Des centaines de communistes furent arrêtés, torturés et exécutés, comme Đuro Đjaković et Nikola Hećimović.



1979, n° 1698







1959, n° 781

40° & 60° anniversaire du parti communiste serbe



1969, bloc 15

50º anniversaire du parti communiste serbe. Au centre, effigie de Tito

Par opposition à l'activité clandestine et révolutionnaire du parti communiste, le parti paysan de Stjepan Radić essaya de faire entendre sa voix d'une façon démocratique. Il était tout-puissant en Croatie, et malgré quelques mois de prison, il essaya vainement de rechercher un compromis avec les Serbes, aidé en cela par le Bosniaque Mehmed Spaho et le Slovène Anton Korošec.





BOSNA I HERCEGOVINA

B. 2000. n° 316 Mehmed Spaho

C, 1992, n° 152 C. 1996, n° 343 Stjepan Radić

Menacé de tous côtés, le roi Alexandre devint de plus en plus tributaire de l'armée et de la police serbes, ainsi que d'une milice non officielle, mais soutenue par le pouvoir serbe, les "tchetniks". Finalement, Stjepan Radić fut assassiné par les tchetniks, en 1928, avec l'accord tacite du roi.

La réaction ne se fit pas attendre : le Croate Ante Pavelić créa sa propre milice, "l'Oustacha". La haine entre la Serbie et la Croatie allait vers son paroxysme, et même actuellement, les esprits sont encore loin d'être apaisés.





C, 1943, n°s 73/74 Ante Pavelić

## C) Le royaume de Yougoslavie (1929-1941)

Devant une situation qui devenait de plus en plus explosive, le roi Alexandre perpétra le 6 janvier 1929 un véritable coup d'État, et instaura une dictature personnelle. Il supprima le parlement, instaura la censure et interdit tous les partis politiques non serbes. Cela engendra une véritable terreur exercée par les tchetniks serbes en Croatie, en Bosnie, en Macédoine et au Kosovo. Des milliers de Croates émigrèrent aux États-Unis et en Australie.

Pour bien souligner le changement, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes changea de nom, et devint la Yougoslavie.







1931, n°s 222/224 Surcharge avec le nouveau nom "Yougoslavie"





1933, n°s 244 & 254 Surcharge avec le nouveau nom "Yougoslavie"

La terreur engendrant la terreur, le roi Alexandre I<sup>er</sup> Karadordević fut assassiné à Marseille le 9 octobre 1934, pendant un voyage officiel en France. L'autre victime de l'attentat était Louis Barthou, le ministre français des Affaires étrangères. Les meurtriers étaient deux oustachis croates et un membre du V.M.R.O. macédonien...







1934, n°s 274, 275 & 276 Timbres de deuil après l'assassinat du roi Alexandre l<sup>er</sup> Karađorđević

Le fils aîné du roi défunt devint roi de Yougoslavie sous le nom de Petar II Karadordević, mais comme il était encore mineur - il était né en 1923 - la régence fut confiée au cousin d'Alexandre, le prince Paul, qui régna avec le titre de prince-régent.



1935, n° 289



1939, n° 369 Petar II Karađorđević



1943, Exil n° 4





1938, n°s 304/305 Le prince-régent Paul

Dès le départ, les difficultés s'amoncelaient, et le pays devint difficilement gouvernable. Il y avait de nombreux mouvements extrémistes, dont les aspirations étaient inconciliables :

- Les oustachis croates d'Ante Pavelić. Ce mouvement était initialement purement nationaliste et n'adopta la doctrine nazie qu'après 1941.
- Le V.M.R.O. qui continuait la lutte en Macédoine contre l'occupation serbe.
- Les "Balistes", mouvement nationaliste albanais au Kosovo.
- Les tchetniks serbes, dirigés par Draža Mihailović, qui luttaient toujours pour la "Grande Serbie".
- Et finalement les communistes. Moscou leur dicta : la Yougoslavie doit rester unie et dans l'orbite des États adversaires de l'Allemagne nazie, donc de la Russie. Moscou désigna Tito comme principal exécuteur de cette nouvelle doctrine. En 1937, un parti communiste était officiellement créé en Croatie, en Slovénie et en Macédoine.



1987, n° 2097 50° anniversaire de la création du parti communiste slovène



1987, n° 2117 50° anniversaire de la création du parti communiste croate

Alors qu'initialement, le prince-régent Paul avait introduit une timide libéralisation, autorisant certains partis politiques, il retourna vite aux méthodes despotiques, basées sur l'armée et la police, pour essayer de tenir le pays en main. Il finit par mécontenter tout le monde, en plus des groupements extrémistes déjà cités :

- l'Église orthodoxe serbe, qui s'opposait farouchement à ses essais de rapprochement avec l'Église catholique.
- Les Serbes purs et durs, qui lui reprochaient ses tentatives pour se concilier la Croatie et la Slovénie.
- Les ouvriers, les intellectuels, les étudiants et les paysans, qui acceptaient de moins en moins les méthodes despotiques du prince, avec la privation des libertés les plus élémentaires, les hautes taxes, et une économie chancelante suite à la crise économique mondiale.

Au niveau international aussi, les problèmes s'accumulaient. La Yougoslavie avait bien signé le 9 février 1934 avec la Turquie, la Roumanie et la Grèce un pacte, connu sous le nom d'Entente balkanique, qui lui avait assuré une relative paix régionale, mais il était clair que l'Europe avançait à grands pas vers la guerre.





1937, n°s 312/313





1940, n°s 384/387

L'Entente balkanique (la Yougoslavie, la Roumanie, la Grèce et la Turquie)

Dépendant politiquement et économiquement de plus en plus de l'Allemagne nazie, le prince-régent n'avait d'autre choix que de suivre les "conseils", qui étaient plutôt des ordres, de Hitler. Il installa en 1935 un gouvernement d'inspiration fasciste, qui édicta dès 1936 des lois antisémites.

Mais Hitler avait encore besoin de la tranquillité dans les Balkans, et il obligea le prince-régent à signer le 26 août 1939 un accord avec les Croates. Par cet accord, la Croatie redevenait un État autonome dans une Yougoslavie fédérale. Mais l'armée serbe et l'Église orthodoxe étaient violemment opposées à cet accord, ce qui fit perdre au prince-régent ses derniers appuis.

L'Europe étant en guerre depuis 1939, le prince-régent crut faire le bon choix en signant le 25 mars 1941 le pacte tripartite avec l'Allemagne et l'Italie, faisant de la Yougoslavie un allié complet des forces de l'Axe.

La signature de ce pacte était pour les innombrables opposants ethniques et politiques au régime yougoslave la goutte qui faisait déborder le vase, et deux jours plus tard, le 27 mars 1941, l'insurrection éclata à Belgrade. Le prince-régent Paul dut s'enfuir à l'étranger, et il fut remplacé par le jeune roi Petar II Karadordević, qui avait tout juste 18 ans.

Ce coup d'État, dont le seul but était de renverser le régime royal détesté, a été présenté plus tard par le régime de Tito comme une révolution des forces communistes contre le régime fasciste. Ce mensonge historique a été commémoré par de nombreux timbres-poste pendant la période de la Yougoslavie communiste.



1951, n° 569 10° anniversaire de l'insurrection du 27 mars 1941









1966, n°s 1062/1065 25° anniversaire de l'insurrection du 27 mars 1941









1981, n°s 1779/1780 1991, n°s 2350/2351 40° et 50° anniversaire de l'insurrection du 27 mars 1941

Ce coup d'État était un véritable affront pour Hitler, qui décida d'envahir le pays : le 6 avril 1941, les forces allemandes et italiennes entrèrent en Yougoslavie, et occupèrent rapidement tout le pays. Le roi, le gouvernement et le haut commandement de l'armée partirent pour l'étranger, la capitulation officielle eut lieu le 18 avril 1941.

La Yougoslavie avait cessé d'exister, et fut complètement disloquée et découpée :

- L'Italie obtenait le Monténégro, la Dalmatie et une grande partie de la Slovénie.
- L'Allemagne annexa la Slovénie du Nord, avec Maribor.
- L'Albanie (italienne !) obtenait le Kosovo et une partie de la Macédoine.
- La Bulgarie reçut la Serbie du Sud et une partie de la Macédoine.
- La Roumanie et la Hongrie reçurent elles aussi des parties du territoire.
- Il ne restait que deux États "autonomes", mais "sous protection allemande" : la Serbie et la Croatie.

La philatélie a suivi de très près cette évolution historique :

- En Slovénie : des surcharges pour marquer l'occupation italienne sur les timbres yougoslaves.

















Timbres pour la Slovénie sous occupation italienne, à partir du 26 avril 1941

- Au Monténégro : d'abord des surcharges sur des timbres yougoslaves, ensuite sur des timbres italiens, et plus tard des timbres spécifiques pour le territoire sous occupation italienne.















Timbres pour le Monténégro sous occupation italienne, à partir de juin 1941

- L'Allemagne émit quatre timbres pour son annexion de la Slovénie du Nord.









Allemagne, 1941, n°s 730/733 Paysages de la Slovénie du Nord annexée par l'Allemagne

- La Bulgarie émit une série de timbres pour commémorer l'annexion de la Serbie du Sud et d'une partie de la Macédoine.











Bulgarie, 1941, n°s 390/394 Administration bulgare sur une partie de la Macédoine et sur la Thrace

- La Hongrie surchargea deux timbres hongrois pour commémorer le rattachement de quelques territoires du sud.





Hongrie, 1941, n°s 568/569 Retour des territoires du Sud ("Visszatér" signifie "le retour")

Les deux États "autonomes" qui subsistaient étaient la Croatie et la Serbie. Mais le bilan n'était pas réjouissant :

- la Croatie, qui était privée de la Dalmatie et de l'Istrie, cédées à l'Italie, mais qui reçut la Bosnie-Herzégovine.
- La Serbie, qui était privée de la Vojvodine, cédée à la Hongrie et à la Roumanie, du Kosovo cédé à l'Albanie et d'une partie de la Macédoine cédée à la Bulgarie!

En Croatie, le pouvoir fut exercé par le nationaliste Ante Pavelič, qui se proclama "Poglavnik" de Croatie (= l'équivalent de "Führer" ou "Duce"). Complètement soumis à Hitler, et se basant sur sa milice, les oustachis, il suivit l'Allemagne nazie jusque dans ses pires excès, avec un régime de terreur, massacrant les Serbes, les juifs et les tsiganes.

La Croatie émit de nombreux timbres, d'abord des surcharges sur des timbres yougoslaves, ensuite des timbres propres, souvent à l'honneur d'Ante Pavelić et des oustachis.







Timbres de la Croatie "indépendante", à partir du 12 avril 1941





Ante Pavelić, "Poglavnik" de Croatie

La Serbie était dirigée par le général Milan Nedić, une marionnette entre les mains des Allemands. Lui aussi suivit le programme nazi à la lettre exterminant autant de juifs et de communistes que possible.

Tout comme la Croatie, la Serbie émit ses propres timbres, d'abord des surcharges sur des timbres yougoslaves, ensuite des timbres spécifiques, souvent avec des motifs de propagande.

















Timbres de la Serbie "indépendante", à partir du 5 juin 1941

### D) Le déroulement de la guerre (1941-1945)

Dès le début, la résistance s'organisa, sur deux axes différents :

- Les tchetniks serbes, sous la direction de Draža Mihajlović. Farouchement anticommuniste et partisan de la "Grande Serbie", il était l'homme du roi Petar II et du gouvernement yougoslave en exil. Finalement, il se rapprocha de l'Allemagne pour mieux contrecarrer Tito. C'est la raison pour laquelle il fut "lâché" par Churchill, au profit de Tito. Ayant perdu le soutien des Alliés, il fut fait prisonnier par les partisans communistes et exécuté en 1946.
- Les communistes, commandés par Josip Broz, qui prit le surnom de Tito. Celui-ci avait un double objectif : la lutte antifasciste et la révolution prolétarienne. Entouré de ses conseillers favoris, comme le Slovène Edward Kardelj, le Serbe Moša Pijade, le Kosovar Miladin Popović et le Monténégrin Milovan Đilas, il commenca la lutte en juin 1941, immédiatement après l'attaque de l'Union soviétique par Hitler. Il constitua dans tout le pays des unités de partisans, d'une redoutable efficacité par leurs actions de guérilla. Les moyens mis en oeuvre pour écraser la résistance et capturer Tito étaient énormes, mais il parvint toujours à s'échapper, parfois d'extrême justesse.



1951, P.A. n° 47



1988, n° 2157 Josip Broz Tito



1984, n° 1932









1987, n° 2104

1953, n° 637

1945, n° 411





1968, n° 1205 Moša Pijade



1980, n° 1702 Edward Kardelj



1985, n° 2008 Miladin Popović

Le succès de Tito était pour une part dû à sa présentation de la future Yougoslavie : alors que Mihajlović se prononçait pour une prédominance serbe, Tito se profilait sur un niveau national, promettant une Yougoslavie fédérale, sur le principe de l'égalité de toutes les nations et ethnies yougoslaves.







1981, bloc 19 20° et 40° anniversaire de la lutte contre le fascisme











1961, n°s 871/875 20° anniversaire de la lutte contre le fascisme

Tito était un maître organisateur, qui gardait la haute main sur tous les rouages de la résistance. En témoignent ses initiatives consécutives :

- En janvier 1942, la promulgation des ordonnances de Foca, qui définissaient l'organisation militaire et administrative du mouvement des partisans.



1942, n° 1802

40º anniversaire des ordonnances de Foca. Effigie de Moša Pijade, adjoint de Tito

- En novembre 1942, la réunion à Bihać du premier "Comité antifasciste de libération nationale" (= AVNOJ), avec les délégués de toutes les régions de la Yougoslavie, et où fut élu un comité exécutif sous la présidence d'Ivan Ribar.



1982, n° 1842 40° anniversaire du premier "Comité antifasciste de libération nationale", à Bihać en 1942



1981, n° 1758 Ivan Ribar

- Les 29 et 30 novembre 1943, à Jajce, en Bosnie, organisation de la deuxième réunion de ce comité antifasciste. Ce fut une véritable constituante, où les décisions suivantes furent prises:
  - Création d'un gouvernement provisoire de la Yougoslavie.
  - Interdiction du retour du roi Petar II.

- Création d'une fédération yougoslave, sur le principe de l'égalité des nations, comprenant la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la Macédoine et la Serbie avec deux régions autonomes : le Kosovo et la Vojvodine.







1953, n°s 634/636

10° anniversaire de la deuxième réunion du comité antifasciste, à Jajce en 1943



1963, n° 960



1983, n° 1902

20° et 40° anniversaire de la deuxième réunion du comité antifasciste, à Jajce en 1943

Du point de vue militaire, il y eut relativement peu de véritables batailles rangées. Les plus importantes furent celles de la rivière Neretva, en janviermars 1943 et de la rivière Sutjeska, en mai-juin 1943.

Dans ces deux offensives, les Allemands voulaient en finir avec Tito, mais malgré de très lourdes pertes, les partisans parvinrent chaque fois à se dégager et Tito fut sauvé de justesse.



1978, n° 1635 La bataille de la Neretva (janvier-mars 1943)







1963, n°s 943/945





1958, n° 754 1983, n° 1870 La bataille de la Sutjeska (mai-juin 1943)

Un des commandants les plus téméraires des partisans était Sava Kovačević, qui perdit la vie dans la bataille de la Sutjeska.







1980. n° 1715

Sava Kovačević

La capitulation de l'Italie, le 8 septembre 1943, livra à Tito une énorme quantité d'armes. Les revers allemands en Russie et le changement d'attitude des Alliés, qui avaient laissé tomber Mihajlović, provoquèrent à partir de 1944 des adhésions massives en Yougoslavie au mouvement de résistance de Tito.

Les allemands lancèrent en mai 1944 une ultime offensive, et une nouvelle fois, Tito s'échappa in extremis, grâce à un avion britannique qui le sauva, et il s'installa dans l'île de Vis, en Croatie jusqu'à la fin de la guerre.



1964, n° 981

20º anniversaire de l'installation de Tito dans l'île de Vis

Immédiatement après la capitulation de l'Italie, Ante Pavelić proclama l'annexion de la Dalmatie et de l'Istrie à la Croatie, mais ces régions furent libérées par les partisans en mars 1945.



C, 1943, n° 104A Annexion de la Dalmatie et de l'Istrie par la Croatie d'Ante Pavelić







1968, n° 1190

10°, 25° et 50° du retour de la Dalmatie et de l'istrie à la Croatie

Une fois de plus, la philatélie a suivi de près cette évolution : partout où c'était possible, les Allemands avaient remplacé les Italiens, et de nouveaux timbres furent émis en Slovénie, au Monténégro, en Macédoine, à Zadar et à Kotor, pour marquer l'occupation allemande.

- En Slovénie, ce furent d'abord des surcharges sur des timbres italiens, et à partir du début de 1945, des timbres spécifiques représentant des paysages slovènes.









Timbres de l'occupation allemande de la Slovénie, à partir du 5 janvier 1944







Timbres de l'occupation allemande de la Slovénie. Paysages slovènes.

- Au Monténégro, des timbres yougoslaves et des timbres de l'occupation italienne furent surchargés pour marquer l'occupation allemande.









Timbres de l'occupation allemande du Monténégro, à partir du 22 novembre 1943

- En Macédoine, des timbres bulgares furent surchargés pour marquer l'occupation allemande.







Timbres de l'occupation allemande de la Macédoine, à partir du 28 octobre 1944

- À Kotor, ville côtière du Monténégro, des timbres italiens et yougoslaves furent surchargés pour marquer l'occupation allemande.









Timbres de l'occupation allemande de Kotor, à partir de janvier 1944

- À Zadar, ville côtière de la Croatie, des timbres italiens furent surchargés pour marquer l'occupation allemande.









Timbres de l'occupation allemande de Zadar, à partir du 9 octobre 1943

Dès la fin de 1944, la fin de l'Allemagne nazie se profilait. La Macédoine et la Serbie furent libérées à l'automne de 1944, et le 24 octobre 1944, l'Armée rouge laissa à Tito l'honneur d'entrer le premier dans la ville de Belgrade.







1945, n° 419

1964, n° 991

1984, n° 1953

Premier, 20e et 40e anniversaire de la libération de Belgrade



S, 2014, bloc 13 70º anniversaire de la libération de Belgrade

Les partisans communistes de la Macédoine, qui avait été initialement "donnée" par l'Allemagne nazie à ses alliés la Bulgarie et l'Albanie italienne, mais qui avait été reprise par les forces allemandes après la défection de ces alliés, prirent progressivement le contrôle du pays, et proclamèrent le 2 août 1944 la "République populaire de Macédoine".



1945, n° 418 Libération de la Macédoine







1949, n°s 517/519

5º anniversaire de la proclamation de la République populaire de Macédoine, le 2 août 1944

En mars 1945, la Dalmatie et l'Istrie furent libérées, et les partisans entrèrent à Trieste le 30 avril 1945. Zagreb ne fut libérée que le 8 mai 1945. Ante Pavelić parvint à s'enfuir vers l'étranger, et la reddition officielle de la Croatie n'eut lieu que le 15 mai 1945.

Le commandement britannique céda les prisonniers croates à Tito, ayant foi dans sa parole d'un traitement humain. Mais aussi bien les civils que les militaires croates furent transférés à Bleiburg, en Autriche, près de la frontière slovène. Un véritable massacre y eut lieu : l'on estime le nombre de victimes de cette atroce vengeance entre 80 000 et 200 000 !



C, 1995, n° 291

50º anniversaire du massacre de Bleiburg

La victoire finale des partisans communistes contre les forces fascistes a été abondemment commémorée par des timbres dans la Yougoslavie communiste.









1946, n°s 442/444 1975, n° 1487

Premier et 30e anniversaire de la victoire contre le fascisme



1970, bloc 16 25<sup>e</sup> anniversaire de la libération de tout le territoire yougoslave







1995, n° 2574

1985, n°s 1986/1987 40° et 50° anniversaire de la victoire contre le fascisme

### V. L'ère de Tito (1945-1980)

La Yougoslavie de 1945 à 1980, c'est Tito. Josip Broz Tito (1892-1980) a été le véritable – et unique – ciment pour assurer l'unité de la Yougoslavie.

Dès la fin novembre 1943, lors de la deuxième réunion de l'AVNOJ à Jajce, en Bosnie, Tito avait créé la Fédération démocratique de Yougoslavie, comprenant la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la Macédoine et la Serbie, à laquelle l'on rattacha deux régions autonomes : le Kosovo et la Vojvodine.





Fin 1944-début 1945, n°s 404 & 405

Timbres serbes surchargés "Fédération démocratique de Yougoslavie", émis pendant la guerre







Slovénie



Macédoine



Monténégro



Serbie



*Yougoslavie* 1948, n°s 505/511



Croatie

5º anniversaire de la création de la Fédération démocratique de Yougoslavie, à Jajce en 1943.

Armoiries des six composantes de la Yougoslavie

Dès la fin de la guerre, Tito s'employa a consolider son régime. Après des élections plus que truquées, tenues le 11 novembre 1945, où l'opposition fut muselée, le parti communiste obtint plus de 85% des suffrages, et Tito put ainsi proclamer le 29 novembre 1945 la naissance de la "République fédérative populaire de Yougoslavie".



1945, bloc 2 Fondation de la République fédérative populaire de Yougoslavie. Caractères cyrilliques



1945, bloc 2 Fondation de la République fédérative populaire de Yougoslavie. Caractères latins







1955, n° 679 1960, n° 834

1985, n° 2009

10°, 15° & 40° anniversaire de la création de la République fédérative populaire de Yougoslavie



1985, bloc 26

40° anniversaire de la création de la République fédérative populaire de Yougoslavie

Le seul grand problème international que Tito eut à résoudre a été celui de l'Istrie et du littoral dalmate. Ces régions étaient occupées par ses partisans communistes yougoslaves, mais n'avaient pas encore reçu de statut definitif au niveau international.

Les occupants communistes employèrent d'abord les stocks restants de timbres de la Repubblica Sociale Italiana. Ces timbres reçurent déjà en juin 1945 une surcharge avec nouvelle valeur, et la mention "ISTRA ".







Juin 1945: Timbres pour l'Istrie

L'Istrie et la côte dalmate étaient donc provisoirement, dans le chaos de l'après-guerre, entre les mains de l'administration yougoslave. Après les timbres italiens surchargés déjà mentionnés, une administration yougoslave civile commença à partir d'août 1945 à émettre des timbres valables en Istrie et dans tout le littoral slovène. À partir du début 1947, les timbres furent émis par une administration militaire yougoslave.







Août 1945-début 1947 : Timbres de l'administration civile yougoslave pour l'Istrie et le littoral slovène







1947 : Timbres de l'administration militaire yougoslave pour l'Istrie et le littoral slovène





1947, n°s 469/470 Rattachement officiel de l'Istrie et de la côte dalmate à la Yougoslavie

Les puissances occidentales avaient déjà depuis longtemps accepté la suprématie yougoslave sur l'Istrie et le littoral slovène, l'Italie étant dans le camp des vaincus. Le seul véritable problème restait le statut de la ville de Trieste, revendiquée aussi bien par l'Italie que par la Yougoslavie.

La signature du traité de Paris, signé le 10 février 1947, donnait effectivement l'Istrie et le littoral slovène à la Yougoslavie, et faisait de Trieste un territoire autonome, partagé en deux zones : la zone A, administrée par les forces américaines et britanniques, et la zone B, administrée par les forces yougoslaves. Il fallut attendre le 5 octobre 1954 pour que soit signé, a Londres, un mémorandum entre les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Italie et la Yougoslavie. Il accordait l'administration civile de la zone A à l'Italie et celle de la zone B à la Yougoslavie.







Trieste, zone A, 1947-1954: surcharge "A.M.G. F.T.T." sur timbres italiens (A.M.G. F.T.T. = "Allied Military Government Free Triest Territory")







Trieste, zone B, 1948-1954 : timbres de la zone B de Trieste Surcharge ou texte "STT VUJNA" (= Slobodna Teritorija Trsta - Vojne uprave Jugoslavenske armije) (Territoire libre de Trieste - Administration militaire de l'armée yougoslave)

La Yougoslavie étant devenue officiellement une fédération de six républiques populaires communistes, Tito dut s'occuper de 1945 à 1948 à y consolider son pouvoir. La période de 1945 à 1948 se caractérisa par la mise en place d'un État communiste et le développement de la répression contre les non-communistes (Églises, mouvements nationalistes tant croates que serbes).

Après une brève période d'alignement sur le modèle communiste soviétique, la Yougoslavie, à la différence des autres pays communistes d'Europe centrale et orientale, choisit une voie indépendante de l'URSS. Cela fut possible parce que Tito s'était libéré seul de l'occupation nazie, sans l'aide directe de l'Armée rouge, et avait été reconnu comme seul "interlocuteur valable" pendant le guerre, aussi bien par Moscou que par les forces occidentales.

Employant ces atouts, Tito rompit définitivement avec Staline en 1948, et ne fit pas adhérer la Yougoslavie au pacte de Varsovie créé en 1955. Sur le plan économique, il mit progressivement en place un système socio-économique, l'autogestion, où les entreprises étaient gérées par ceux qui y travaillaient, contrairement aux directives de Moscou.

Véritablement déifié déjà de son vivant, Tito parvint à maintenir la Yougoslavie unie, au prix d'un régime autoritaire, mais généralement accepté. Il n'hésitait pas à faire exécuter de nombreux vieux amis de guerre et des milliers d'opposants, ne reculant devant aucun sacrifice et n'acceptant aucun obstacle quand il s'agissait de faire reconnaître, aussi bien du point de vue national qu'international, le prestige de son pays et l'importance du rôle capital qu'il avait à jouer sur la scène européenne.









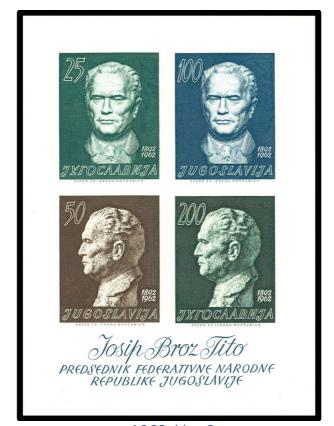
1950, n°s 544/547







1952, n°s 607/609



1962, bloc 8







1974, n°s 1434/1437 Josip Broz Tito



Ayant perdu l'aide russe, Tito refusa également le plan Marshall, mais il reçut quand même l'aide massive des puissances occidentales, lui permettant de sauver le pays de la famine et de la faillite. C'est en récompense de sa résistance à Staline que les Occidentaux accordèrent à Tito une nouvelle "virginité politique".

Tito était cependant un véritable dictateur : il n'hésita pas à faire disparaître, dans des conditions souvent inhumaines, tous ses opposants, réels ou supposés tels:

- Les tchetniks serbes, qui firent l'objet d'un véritable génocide. Leur chef, Draža Mihajlović, fut exécuté le 17 juillet 1946.
- Les oustachis croates, qui furent systématiquement exterminés.
- L'Église catholique, très forte en Croatie, fut persécutée, et le cardinal Stepinac fut condamné à la prison à vie.
- De nombreux anciens camarades, qui risquaient de saper son pouvoir dictatorial : le leader communiste croate Andrija Hebrang fut torturé et tué en 1949, Milovan Đilas fut emprisonné, Aleksandar Raković, le chef redouté de la terrible police politique UDBA, fut limogé en 1966, etc.



C. 1999. n° 493 Andrija Hebrang



1998. n° 432



C, 1993, Bienf. n° Le cardinal Alojzije Stepinac









1968, n°s 1164/1168





1966, n°s 1042/1043





1972, n°s 1361/1362

Josip Broz Tito













1980, n°s 1713/1714

1983, n° 1871



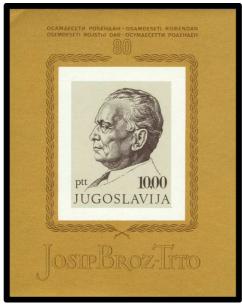




1982, n° 1815



1985, n° 1989

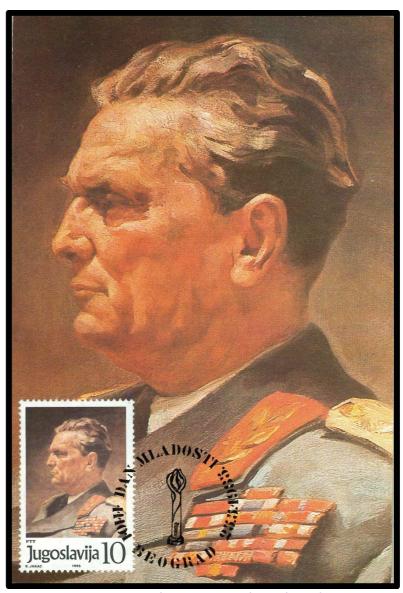






1983, bloc 22

Josip Broz Tito



Carte maximum de 1985 avec le timbre n° 1989 Josip Broz Tito

Tito fut de nouveau "accepté" par Moscou après la déstalinisation amorcée par Khrouchtchev en 1955, mais il n'hésita pas à désapprouver clairement les interventions soviétiques de 1956 à Budapest et de 1968 à Prague. Mais, dans son propre pays, il n'eut aucun scrupule à écraser dans le sang la révolte des Albanais du Kosovo en 1968 et d'exercer une répression féroce en 1971 contre le "printemps de Zagreb", qui s'était dessiné depuis 1969.

Pour rester "acceptable" au niveau international, sans être considéré par les Occidentaux comme l'homme de Moscou, ni par les communistes comme un vassal des Américains, il eut une idée géniale, en créant, avec l'Indien Nehru, l'Indonésien Sukarno et l'Égyptien Nasser, le mouvement des pays non alignés. Se balançant entre le capitalisme et le communisme, ce mouvement avait pour buts la coexistence pacifique et la lutte contre le colonialisme.







1989, n° 2223B Josip Broz Tito



1990, n° 2292

Lorsque Tito décéda en 1980 à l'âge de 88 ans, le bilan politique et économique de sa carrière était largement positif, mais ce fut au prix d'un régime répressif et intolérant, avec lequel il mena sans le moindre scrupule une dictature efficace mais dénuée de tout sentiment.

# VI. Le morcellement (1980-...)

# A) L'agonie de la Yougoslavie (1980-1991)

Avec le décès de Tito disparaissait l'unique ciment qui maintenait l'union entre les six républiques qui formaient la Yougoslavie. Rapidement, les antagonismes, réprimés sous le régime titiste, resurgissaient et allaient finalement mener à la guerre.

- La Croatie et la Slovénie étaient historiquement de tendance occidentale et chrétienne, et aspiraient à plus de liberté et de démocratie, à plus d'autonomie et à une économie de marché.
- La Serbie restait orientale et orthodoxe, et continuait à rêver d'une Yougoslavie où elle aurait un rôle nettement prédominant, se basant sur le fait qu'il y avait partout des minorités serbes. Elle considérait le Kosovo et la Vojvodine non comme des régions plus ou moins autonomes, mais comme des parties intégrantes de la Serbie.

C'est surtout l'élection en 1989 du communiste Slobodan Milošević à la présidence de la Serbie qui allait mettre le feu aux poudres. Il assura d'abord de manière forte la suprématie serbe au Kosovo, en Vojvodine et au Monténégro, avant de s'attaquer au problèmes croate et slovène.

Niant le "glasnost" de Gorbatchov, et ne tenant pas compte de l'écroulement du système communiste et de la chute du mur de Berlin à la fin de 1989, il convoqua début 1990 un congrès des partis communistes yougoslaves. Mais dès le début, les délégués croates, slovènes, macédoniens et bosniaques quittèrent la séance, constatant l'impossibilité d'arriver à un compromis avec le rigide Milošević.

Les élections libres qui eurent lieu en avril et mai 1990 en Croatie et en Slovénie donnèrent un éclatant succès aux partis démocratiques et autonomistes, et en Croatie, Franjo Tuđman fut élu à la présidence.



C, 1997, n° 392





C. 1999, n°s 503/504

Franjo Tuđman

Les vieilles haines remontaient à la surface : la Serbie présentait Tudman comme l'élève et le successeur d'Ante Pavelič, tandis que les Croates brimaient par tous les moyens la minorité serbe en Croatie.

Le grand avantage de Milošević dans ce conflit était que l'armée, la police, l'administration et la diplomatie yougoslaves étaient en toute grande majorité composées de ses partisans d'origine serbe.

Pendant ce temps, les élections de 1990 avaient confirmé la déroute des communistes en Bosnie et en Macédoine, mais, grâce à l'action de l'armée et de la police, ils avaient conservé le pouvoir en Serbie et au Monténégro.

Fort de ce succès, et se basant sur le principe de l'unitarisme de la Yougoslavie, Milošević accentua sa pression sur la Croatie et la Slovénie.

Constatant l'impossibilité d'aboutir à un accord ou à un compromis avec la Serbie de Milošević, la Croatie et la Slovénie proclamaient leur indépendance le 25 juin 1991, suivies le 8 septembre par la Macédoine.









Timbres commémorant l'indépendance de la Croatie, proclamée le 25 juin 1991







SLOVENIJA

SI, 1991, n° 1 Sl. 1992. n° 26 Sl. 1996. n° 141 SI, 2001, n° 327B Timbres commémorant l'indépendance de la Slovénie, proclamée le 25 juin 1991







Ma, 1993, n° 4



Ma, 1991, Bienf. n° 1







Ma, 2001, n° 236



Ma, 2011, n° 577

Timbres commémorant l'indépendance de la Macédoine, proclamée le 8 septembre 1991

### B) L'évolution de la Slovénie

Dès la proclamation de l'indépendance, l'armée serbo-yougoslave entama une guerre contre la Slovénie, mais grâce à une énergique médiation de l'Union européenne, un cessez-le-feu fut conclu le 7 juillet 1991, après seulement dix jours de guerre. La raison de cette solution rapide était le fait que la Serbie ne s'intéressait que très peu à la Slovénie, et tenait à se concentrer sur sa lutte contre les séparatistes croates et bosniagues.

La Slovénie devint membre de l'OTAN le 29 mars 2004 et de l'Union européenne le 1<sup>er</sup> mai 2004. Elle adopta l'euro comme monnaie nationale le 1<sup>er</sup> janvier 2007.



Sl, 2004, n° 430 (29 mars 2004)



Adhésion de la Slovénie à l'OTAN Adhésion de la Slovénie à l'Union européenne (1er mai 2004)



SI, 2016, bloc 87 25e anniversaire de l'indépendance de la Slovénie

## C) L'évolution de la Croatie

L'hostilité historique entre la Croatie et la Serbie culmina après la proclamation d'indépendance. Mais déjà à la fin de 1990, la minorité serbe avait proclamé, avec le soutien de Belgrade, l'autonomie de la région de Krajina, avec Knin comme capitale. La ville de Knin avait été occupée par les forces serbes dès le mois d'août 1990.

En juillet et août 1991, l'armée serbo-yougoslave, possédant une grande supériorité en armement et en équipement envahit le territoire croate. Cette guerre entraîna un exode des Croates de Serbie, et inversément un exode des Serbes de Croatie.

La tragédie humaine culmina à Vukovar, où la défense croate se rendit après trois mois de siège par les Serbes. La reddition fut suivie par un véritable massacre de la population croate.



C, 1997, n° 403 Les combats à Šibenik en 1991







Commémoration du siège et de la destruction de Vukovar en 1991

Le siège et le bombardement de la ville historique de Dubrovnik par les forces serbes, pendant l'hiver 1991-1992, soulevèrent également l'indignation internationale.

Un cessez-le-feu très précaire fut obtenu en 1992 par les Nations-Unies, et une force militaire de l'ONU fut envoyée sur place pour en contrôler le respect.

La Croatie, ne se résignant pas à accepter la perte d'une partie de son territoire, reprit les hostilités en 1993. Malgré d'innombrables essais de médiation par l'ONU et par l'Union européenne, la guerre continua, et en 1995, la Croatie lança une grande opération, qui permit la reprise de pratiquement toute la zone occupée par les Serbes. La guerre se termina fin 1995, et finalement, toujours sous contrôle de l'ONU, la dernière zone croate occupée par les Serbes était rétrocédée à la Croatie le 15 janvier 1998.



C, 1995, n° 305 Libération de la ville de Knin

La guerre serbo-croate a été d'un acharnement inouï, causant une tragédie humaine sans précédent. Les deux parties menèrent chacune une politique d'épuration ethnique, dont les populations civiles furent les grandes victimes. Ce n'est qu'à partir de 2010 que les tensions entre la Serbie et la Croatie se sont apaisées.

La Croatie devint membre de l'OTAN le 1<sup>er</sup> avril 2009 et de l'Union européenne le 1<sup>er</sup> juillet 2013.



C, 2009, n° 844 Adhésion de la Croatie à l'OTAN (1er avril 2009)



C, 2013, n° 1005 Adhésion de la Croatie à l'Union européenne (1er juillet 2013)



C, 2013, bloc 52 Adhésion de la Croatie à l'Union européenne (1er juillet 2013)



C, 2016, n° 1142 25° anniversaire de l'indépendance de la Croatie

## D) L'évolution de la Serbie

La Serbie de Milošević gardait la nostalgie de sa grandeur, et était prêt à tout pour sauvegarder l'existence de la Yougoslavie où elle continuerait à jouer un rôle prédominant. Comme cela s'avérait impossible avec les proclamations d'indépendance en 1991 de la Croatie, de la Slovénie, de la Bosnie et de la Macédoine, le pays tenta de reconstituer une Serbie regroupant le Monténégro, le Kosovo, la Vojvodine, et les régions croates et bosniaques où vivait une forte minorité serbe.

Cela engendra trois guerres sans merci de la Serbie contre ses anciens "frères yougoslaves" :

- en Croatie (1991-1995)
- en Bosnie (1992-1995)
- au Kosovo (1998-1999)

La Yougoslavie étant réduite à deux républiques, elle prit en 2003 le nom de Communauté d'États de Serbie-Monténégro. Cette association dura jusqu'au 3 juin 2006, lorsque le Monténégro proclama officiellement son indépendance. Deux jours plus tard, le 5 juin 2006, fut proclamé à Belgrade l'État indépendant de Serbie.





S, 2006, n°s 146/147 Indépendance officielle de la Serbie, le 5 juin 2006

En octobre 2000, le régime de Milošević était renversé à Belgrade. Il fut transféré en 2001 devant le tribunal international de La Haye pour crimes contre l'humanité et génocide. Il mourut en prison aux Pays-Bas le 11 mars 2006.

Fin 2009, la Serbie effectuait sa demande formelle d'adhésion à l'Union européenne.



S, 2014, n° 533 Négociations pour l'adhésion de la Serbie à l'Union européenne

# E) L'évolution du Monténégro

Après les élections de 1990, le Monténégro, où les communistes étaient parvenus à garder la majorité, associa son sort à celui de la Serbie. La Yougoslavie étant réduite à ces deux républiques, l'ensemble prit en 2003 le nom de Communauté d'États de Serbie-Monténégro. Mais dès le départ, il était clair que cet ensemble était une construction provisoire, et en mai 2006, un référendum se prononçait pour l'indépendance du Monténégro, qui fut proclamée le 3 juin 2006.









Mo. 2005, n°s 112/115







Mo, 2016, n° 388

L'indépendance du Monténégro, proclamée le 3 juin 2006, et son dixième anniversaire

À partir de 2007, des négociations étaient entamées concernant l'adhésion du pays à l'Union européenne.







Mo, 2007, n° 168



Mo, 2012, n° 309

Négociations pour l'adhésion du Monténégro à l'Union européenne

## F) L'évolution de la Macédoine

Après la proclamation de son indépendance en 1991, les problèmes majeurs de la Macédoine étaient d'ordre ethnique : il y avait en Macédoine une forte minorité albanaise, qui réclamait son rattachement soit à l'Albanie, soit au Kosovo indépendant. Un autre problème était le conflit avec la Grèce, qui refusa longtemps d'admettre qu'il pouvait exister un État macédonien indépendant à côté de la Macédoine, province grecque.



Ma, 2016, n° 734 25° anniversaire de l'indépendance



Ma, 2017, n° 782 Kiro Gligorov, premier président de Macédoine de 1991 à 1999



Ma, 2006, n° 392 Boris Trajkovski, président de la Macédoine de1999 jusqu'à sa mort dans un accident d'avion, le 26 février 2004

En 2019, le pays, en accord avec et sur la demande de la Grèce, dont la Macédoine est également une province, change de nom et devient la République de Macédoine du Nord.

## G) L'évolution du Kosovo

Bien que possédant une très forte majorité albanaise, la province avait cependant été attribuée après la première guerre mondiale à la Serbie, qui entra le 1<sup>er</sup> décembre 1918 dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le précurseur de la Yougoslavie. La Serbie entreprit alors de "désalbaniser" la région en encourageant les Albanais à partir et en y favorisant la réinstallation de familles serbes.

Il y eut l'intermède de la deuxième guerre mondiale, avec les occupations italienne et allemande, pendant lesquelles le Kosovo fut incorporé à la "Grande Albanie". Ce fut au tour des Serbes du Kosovo d'être persécutés.

Après la guerre, Tito essaya d'intégrer le Kosovo de force à la Serbie, et pendant vingt ans , les Serbes firent régner un climat de terreur et de répression contres les Albanais du Kosovo. Un assouplissement s'amorça en 1967, entériné par la nouvelle constitution yougoslave de 1974, qui garantissait au Kosovo un statut de province autonome.

L'hostilité latente persista cependant entre les Serbes et les Albanais, avec des hauts et des bas, et la première véritable insurrection, de la part des étudiants de Pristina, la capitale du Kosovo, eut lieu le 11 mars 1981.

Ils exigèrent pour le Kosovo le statut de république à part entière dans le cadre de la Yougoslavie, mais Belgrade refusa tout dialogue, et le leader communiste serbe Slobodan Milošević choisit la manière forte pour mater l'insurrection et garder le Kosovo sous domination serbe.

En 1989, Milošević, qui était devenu président de la République yougoslave de Serbie, annula l'autonomie de la province, reconnue depuis 1974. En réponse, les Albanais proclamèrent le 2 juillet la "République du Kosovo à l'intérieur de la fédération yougoslave", et donc la sécession d'avec la Serbie.

L'administration serbe, voulant conserver son pouvoir au Kosovo, fit tout pour nuire à la population albanaise : contrôle des médias, défense de l'emploi de l'albanais dans l'enseignement, mesures d'urgence très préjudiciables à l'économie du Kosovo, terreur policière.

En septembre 1991, la "République du Kosovo", sans la moindre référence à la Yougoslavie qui venait de se désintégrer, fut proclamée, et en mai 1992, Ibrahim Rugova en fut nommé le premier président.

Deux tendances s'opposaient parmi les insurgés du Kosovo : la "Ligue démocratique du Kosovo", dirigée par Ibrahim Rugova, qui était plus modérée et prônait le dialogue avec Belgrade, et le "Parti parlementaire", d'Adem Demaqi, plus radical, qui voulait une indépendance totale. Mais les Serbes, dirigés par Milošević, restaient intransigeants et refusaient toute concession.



K, 2006, Michel n° 58 Ibrahim Rugova

À partir de mars 1998, la résistance passive devint un véritable conflit armé. Rugova, réélu à la présidence d'une république que ni Belgrade ni la communauté internationale

ne reconnaissaient, essaya encore de dialoguer avec Milošević, mais celui-ci optait pour continuer à employer la force. C'est à partir de ce moment que des flots de réfugiés albanais vinrent chercher la sécurité en Albanie.

Un des résistants albanais au Kosovo parmi les plus farouches et les plus déterminés était Adem Jashari. Acculé finalement par la police serbe, il réfusa de se rendre, et périt le 7 mars 1998 avec 56 membres de sa famille.



Albanie, 2008, n° 2965



K, 2008, Michel n° 118

Adem Jashari

Un des épisodes les plus sinistres du conflit armé se déroula à Reçak le 15 janvier 1999, et est connu sous le nom de "massacre de Reçak". Ce jour-là, 45 civils albanais du village de Reçak furent fusillés par la police serbe. Ce massacre fut un des points difficiles pour la défense de Milošević, lors de son procès devant la Cour internationale de justice de La Haye.





K, Michel n°s 123/124 Le massacre de Reçak

Une dernière tentative d'apaisement, organisée par l'Union européenne et les États-Unis, eut lieu le 6 février 1999 à Rambouillet, mais elle se solda par un échec. Constatant l'absence totale de bonne volonté de la part de Milošević, l'OTAN déclara la guerre à la Serbie, et commença le 24 mars 1999 à bombarder Belgrade. Pendant ce temps, face au raidissement serbe devant la guerre, la situation des Albanais au Kosovo devint infernale, et en 1999, ils étaient 700 000 à chercher refuge dans les pays voisins ou à errer dans leur province.



Vatican, 1999, n° 1141 Timbre émis en faveur des réfugiés du Kosovo







Albanie, 2004, n°s 2769/2770 & bloc 120 5<sup>e</sup> anniversaire de l'intervention de l'OTAN au Kosovo

Le 10 juin 1999, le gouvernement serbe, à bout de forces après deux mois et demi de bombardements, était contraint d'accepter le plan de paix proposé par les grandes puissances. Les Kosovars albanais commencèrent à rentrer chez eux, et c'était au tour des Serbes de prendre le chemin de l'exil.

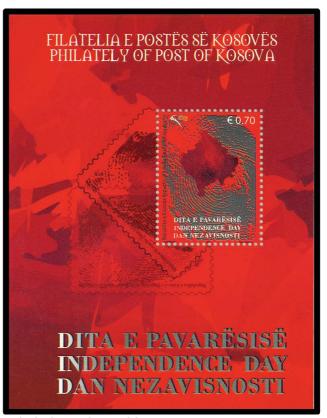
De 1999 à 2008, le Kosovo resta sous contrôle des Nations-Unies, avec un statut indéterminé.

Des négociations très longues et pénibles eurent ensuite lieu. L'Europe et les États-Unis étaient favorables à une indépendance totale, mais la Russie soutenait la Serbie dans son point de vue de bien vouloir accorder une large autonomie au Kosovo, mais pas l'indépendance.

Devant cette impasse, le Kosovo proclama unilatéralement son indépendance totale le 17 février 2008. Certains pays, dont la Belgique, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis, ont reconnu le Kosovo comme nation indépendante, d'autres, comme la Russie et bien sûr la Serbie, refusent de reconnaître le pays. Actuellement, le Kosovo reste encore toujours un territoire de discorde dans les Balkans.

L'Albanie, quant à elle, rêve de voir tôt ou tard le Kosovo faire enfin partie de la République albanaise...





K, 2008, Michel n°s 95/96 & bloc 8





K, 2011, Michel n°s 184/185

Proclamation de l'indépendance du Kosovo, le 17 février 2008



Albanie, 2008, n°s 2966/2970

Proclamation de l'indépendance du Kosovo, le 17 février 2008. Les timbres montrent conq personnes qui ont joué un rôle en faveur des Albanais au Kosovo : Ymer Prizreni, Isa Boletini, Ibrahim Rugova, Azem Galica et Adem Jashari

Bien que ne faisant pas partie de la zone euro et ne dépendant pas de la Banque centrale européenne, le Kosovo emploie temporairement l'euro comme monnaie, suite à la mise en place de la mission d'administration intérimaire des Nations-Unies.

Le Kosovo émet ses propres timbres depuis 2000, mais n'est toujours pas reconnu par l'U.P.U. Ces timbres commémorent souvent des personnages ou des événements de l'Albanie.



K, 2008, Michel n° 92 Skanderbeg

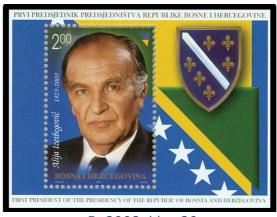


K, 2012, Michel n° 237 100° anniversaire de l'indépendance albanaise

# H) L'évolution de la Bosnie-Herzégovine

Le grand problème de la Bosnie était sa composition ethnique : la population était composée de 22% de Croates, de 33% de Serbes et de 45% de musulmans. Aux élections de 1990, le communisme fut balayé, et une coalition précaire fut mise sur pied. Mais dès le début, la situation semblait insoluble : les Croates et les musulmans se prononcèrent en février 1992 dans un référendum pour l'indépendance, tandis que les Serbes, boycottant le référendum, recherchaient la persistance de l'union avec la Serbie.

La proclamation de l'indépendance, le 29 février 1992, engendra une guerre civile impitoyable, qui débuta le 6 avril 1992. Les Serbes avaient déjà proclamé unilatéralement, le 9 janvier 1992, l'existence d'une République serbe de Bosnie, avec Pale comme capitale. Le président de la Bosnie "officielle" était le musulman Alija Izetbegović, celui de la République serbe Radovan Karadžić, tandis que le commandant des forces de la Bosnie serbe était Ratko Mladić. Ces deux derniers se retrouveront plus tard devant le tribunal international de La Haye, accusés de crimes contre l'humanité et de génocide.



B, 2003, bloc 20 Alija Izetbegović, président de la Bosnie



BS, 1992, n° 6 Surcharge "République serbe"





BS, 2002, n°s 215/216 10° anniversaire de la République serbe de Bosnie

Les efforts de médiation de l'ONU ne connurent que très peu de succès, et plusieurs tentatives de paix venant des Nations-Unies, comme le plan Vance-Owen de 1993, furent rejetés, soit par une des parties, soit par toutes.







BS, 1993, n°s 24/26

Référendum, tenu en République serbe de Bosnie les 15 & 16 mai 1993, qui rejeta le plan de paix Vance-Owen

Les maigres contingents militaires de l'ONU durent souvent assister impuissants à de véritables scènes de massacre, dans le cadre d'une politique d'épuration ethnique. Le point culminant en fut la tuerie de Srebrenica, où 8 372 musulmans bosniaques furent massacrés entre le 11 et le 13 juillet 1995 par les troupes serbes de Mladić.



B, 1995, n° 177 La guerre en Bosnie



B, 2002, n° 484 10° anniversaire du massacre de Srebenica



B, 2005, n° 366 10° anniversaire de la fin de la guerre

Du point de vue politique, c'était l'imbroglio le plus total :

- Il y avait la République de Bosnie-Herzégovine, qui regroupait, du moins officiellement, l'ensemble du territoire.
- Il y avait la République serbe de Bosnie, qui ne reconnaissait pas l'autorité centrale de Sarajevo et tendait à l'union avec la Serbie.

- Et finalement, il y avait la République d'Herceg Bosna, avec Mostar comme capitale. Créée en tant que communauté croate d'Herceg Bosna le 18 novembre 1991, elle se transforma en république le 28 août 1993 mais sans proclamer son indépendance vis-à-vis de la Bosnie-Herzégovine officielle. Se méfiant du musulman lzetbegović, avec qui elle entra en conflit de 1992 à 1994, son but final était la réunion à la Croatie.





HB, 1994, n° 1L

HB, 2003, n° 88

Premier et 10º anniversaire de la République croate d'Herceg Bosna

En 1993, les trois camps présents en Bosnie-Herzégovine, les forces bosniaques, les forces croates et les forces serbes et yougoslaves, s'affrontaient les uns contre les autres. En 1994, surtout sous la pression américaine, les forces bosniaques et croates se réconcilièrent, pour lutter ensemble contre les Serbes.

La guerre ne s'arrêta qu'avec les accords de Dayton, signés le 14 décembre 1995. Le Serbe Milošević, le Bosniaque Izetbegović et le Croate Tuđman furent obligés d'y accepter la partition de la Bosnie-Herzégovine à peu près égale entre la Fédération de Bosnie-Herzégovine (croato-bosniaque) et la République serbe de Bosnie (serbe), ainsi que le déploiement d'une force de paix multinationale, l'IFOR. Un système de gouvernance tripartite complexe permettait de conserver l'intégrité territoriale de la Bosnie, laissant une large autonomie aux entités croatomusulmane d'une part, et serbe d'autre part.

Il est étonnant que les trois entités, malgré la solution apportée, ont continué toutes les trois à émettre leurs propres timbres :

- La Fédération de Bosnie-Herzégovine (Sarajevo).
- La République serbe de Bosnie (Pale).
- Le Herceg-Bosna croate (Mostar).







B, 2005, n° 500

HB, 2005, n° 140

BS, 2005, n° 329

10° anniversaire de la signature des accords de Dayton, signés le 14 décembre 1995

Actuellement, la situation est la suivante : le système de gouvernement mis en place par les accords de Dayton met un fort accent sur le consensus et la collégialité, avec un représentant pour chacun des trois principaux groupes de population du pays qui se voient garantir une part égale de l'exercice du pouvoir. La Bosnie-Herzégovine est divisée en deux entités : la Fédération de Bosnie-Herzégovine, qui regroupe les Bosniaques et les Croates, et la République serbe de Bosnie, toutes deux disposant de leur propre constitution.



B, 2008, n° 601

Accord signé en 2008 entre la Bosnie et l'Union européenne, faisant du pays un candidat à une future adhésion.

### Conclusion

La création de la Yougoslavie a été une malencontreuse erreur commise après la première guerre mondiale. Il était illusoire de croire que plusieurs ethnies pourraient vivre en harmonie, alors que tout les séparait : l'histoire, la langue, la religion et la culture. En plus, ces peuples avaient accumulé pendant quinze siècles tant de haines et tant de ressentiments, que le morcellement final, après la mort de Tito, était inévitable. Il a fallu une guerre d'une violence inouïe, dont les populations civiles furent les grandes victimes, pour aboutir finalement à un modus vivendi acceptable pour tout le monde. L'avenir nous dira si le bon sens et la bonne volonté triompheront à longue échéance de la haine et de la rancune.

#### Table des matières

### I. Les premiers États (...-1102)

#### II. De 1102 à 1526

#### III. De 1526 à 1815

### IV. De 1815 à 1914

- A. La Croatie
- B. La Bosnie-Herzégovine
- C. Le Monténégro
- D. La Serbie
- E. La Slovénie
- F. La Macédoine
- G. La situation avant la première guerre mondiale

#### V. De 1914 à 1945

- A. La première guerre mondiale (1914-1918)
- B. L'État des Serbes, Croates et Slovènes (1918-1929)
- C. Le royaume de Yougoslavie (1929-1941)
- D. Le déroulement de la guerre (1941-1945)

### V. L'ère de Tito (1945-1980)

#### VI. Le morcellement (1980-...)

- A. L'agonie de la Yougoslavie (1980-1991)
- B. L'évolution de la Slovénie
- C. L'évolution de la Croatie
- D. L'évolution de la Serbie
- E. L'évolution du Monténégro
- F. L'évolution de la Macédoine
- G. L'évolution du Kosovo
- H. L'évolution de la Bosnie-Herzégovine

#### Conclusion

#### Table des matières

#### **Bibliographie**

### **Bibliographie**

- Georges Castellan, Histoire des Balkans, éd. Fayard, 1991
- Gregory Peroche, *Histoire de la Croatie et des nations slaves du Sud,* éd. F.X. de Guibert, Paris, 1992
- Jean-Paul Bled, François-Joseph, éd. Fayard, 1987
- André Brissaud, *Staline*, éd. J.-C. Lattès, 1974
- Olivier Delorme, La Grèce et les Balkans, tomes I, II & III, éd. Gallimard, 2013
- Joachim Fest, *Hitler*, éd. Gallimard, 1973
- Milovan Djilas, *Une guerre dans la guerre. La révolution de Tito 1941-1945,* éd. Robert Laffont, 1979
- Marcel de Vos, *Histoire de la Yougoslavie,* dans la série "Que sais-je?", éd. Presses Universitaires de France, 1955
- Jean Bérenger, *Histoire de l'Empire des Habsbourg*, éd. Fayard, 1990
- Guy Coutant, dans la série Histoire et Philatélie :
  - La Roumanie
  - La Hongrie
  - La Bulgarie
  - L'Autriche
  - L'Albanie
  - La Grèce
- Et bien sûr, les inépuisables ressources d'internet, en premier lieu Wikipedia.